

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 430

du 02 DEC. 2025

abrogeant l'arrêté n°2025-DCAT-BEPE-93 du 12 mars 2025 mettant en demeure la société Lormafer de respecter certaines prescriptions pour l'exploitation de ses installations sur le territoire de la commune de Creutzwald en application de l'article L.171-8-I du code de l'environnement

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié autorisant la société Lormafer à régulariser la situation administrative de ses installations situées sur le territoire de la commune de Creutzwald ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-93 du 12 mars 2025 mettant en demeure la société Lormafer de respecter certaines prescriptions pour l'exploitation de ses installations sur le territoire de la commune de Creutzwald
- Vu** le rapport du 28 novembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 21 novembre 2025 ;

Considérant le retour à la conformité des prescriptions contrôlées ;

Considérant ainsi que la mise en demeure susvisée peut être levée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-93 du 12 mars 2025 mettant en demeure la société Lormafer de respecter certaines prescriptions de l'article 3.3.8 en ce qui concerne la valeur limite de rejet en MEST pour son point de rejet n° 2, de l'article 8.1.7 en ce qui concerne la surveillance semestrielle des rejets du point n° 2 et la surveillance mensuelle des rejets en DCO et MEST du point n° 1 conformément à l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2013 modifié pour son installation située sur le territoire de la commune de Creutzwald, est abrogé.

Article 2 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Lormafer et dont copie est adressée au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et au maire de Creutzwald.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Jérôme Seguy